Douglas Macgregor : empire américain en recul, révolution en Europe, coût de l'échec stratégique

Douglas Macgregor est colonel à la retraite, ancien combattant et ancien conseiller principal du secrétaire à la Défense des États-Unis. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL 00:00 La crise politique en Allemagne et la montée de l'AfD 03:22 Coûts de l'énergie, désindustrialisation et souveraineté allemande 05:12 Wagenknecht, l'AfD et les alliances politiques possibles 07:50 Les mouvements nationalistes européens et l'influence américaine 10:27 Les affirmations de Macgregor sur les institutions américaines et la politique européenne 13:26 Pourquoi il privilégie un ordre européen davantage organisé à l'échelle régionale 16:18 Les limites d'une identité européenne unifiée 19:28 Les zones de sécurité régionales et l'avenir de l'Europe 21:30 La diplomatie autour de l'Ukraine et les élections de mi-mandat aux États-Unis 25:51 La dette américaine, le moment unipolaire et les priorités militaires 30:03 Comment les drones et la guerre électronique transforment les combats 33:27 Dépenses de défense, inflation et arguments en faveur d'un repli stratégique 35:20 Les armes nucléaires tactiques et les risques d'escalade 38:09 L'Iran, l'influence américaine et l'avenir du Moyen-Orient 40:17 Le rôle de la Turquie face au recul de l'influence américaine

#Glenn

Bienvenue à nouveau à toutes et à tous. Nous recevons aujourd'hui le colonel Douglas Macgregor, ancien conseiller du secrétaire américain à la Défense, ancien combattant décoré et excellent auteur. Merci d'être de retour dans notre émission.

#Douglas Macgregor

Ravi d'être avec vous, Glenn.

#Glenn

Alors, aux États-Unis, vous avez les élections de mi-mandat qui approchent, avec, bien sûr, des débats sur les bouleversements politiques. Évidemment, nous avons la même chose en Europe. Nous traversons, à mon sens, une crise de légitimité politique. Nous avons une élite politique qui

commence à nous montrer qu'on ne peut plus vraiment choisir ni changer tant de politiques que ça par les urnes. Quand J. D. Vance est venu en Europe l'année dernière, il a fait beaucoup de commentaires sur ce qui avait été fait pour annuler le résultat des élections en Roumanie. Mais là encore, les problèmes s'accumulent, de la France à l'Allemagne, en passant bien sûr par la Pologne. Nous avons une crise constitutionnelle majeure en Pologne. Mais je voulais commencer par vous demander votre avis sur ce qui se passe en Allemagne. Alors que le chancelier en exercice, Merz, devient de plus en plus impopulaire, on voit désormais l'AfD s'imposer comme la principale force d' opposition. Mais ils ne semblent ni prêts ni disposés à laisser ce parti opposé à la guerre accéder au pouvoir. Je me demandais donc : quel regard portez-vous sur ce qui se passe en Europe ?

#Douglas Macgregor

Eh bien, vous savez, ce n'est pas toujours facile pour les Américains de comprendre l'Europe. Nous avons une vision de l'Europe qui attribue à des pays comme la France et la Grande-Bretagne une importance et une puissance qui ne se justifient pas. Et même si l'on trouve de l'hostilité envers l' Allemagne à certains endroits, il n'y a vraiment aucune hostilité envers les Allemands aux États-Unis, sauf chez certaines minorités. Ça, il y en aura toujours. Mais, dans l'ensemble, les gens ne comprennent pas que l'Allemagne est en réalité le roi d'hier et de demain de l'Europe. Et qu'elle l'est, en fait, depuis la chute de l'Empire romain. C'est quelque chose que très peu de gens prennent la peine de souligner. Et aujourd'hui, l'Allemagne lutte pour se dégager de son passé.

Je ne parle pas seulement de cette histoire de nazisme. Je parle d'un passé qui, en quelque sorte, se prolonge dans le présent depuis quatre-vingts ans. L'Allemagne — et, je crois, de plus en plus d' Allemands — veut être un État indépendant et souverain. L'Allemagne n'est plus vraiment indépendante et souveraine depuis mille neuf cent quarante-cinq. Et ce qui est curieux, c'est que cela coïncide avec cette guerre terriblement destructrice en Ukraine et avec le rôle de la Russie, qui cherche à mettre fin à cette guerre, mais aussi à rétablir ses relations avec l'Europe, et avec l' Allemagne en particulier. Et il en va de même pour l'Allemagne. Les Allemands voulaient que cette guerre prenne fin. Je crois qu'ils ont fini par comprendre qu'il ne s'agissait absolument pas, à l' origine, d'un grand plan conçu dans l'esprit du président Poutine.

Au contraire, c'est quelque chose qu'on a imposé aux Russes. Je pense que les Allemands, dans leur ensemble, commencent à le comprendre, et qu'ils comprennent aussi ce qui s'est passé. Quelqu'un me disait, je crois, qu'avant la guerre, quand Nord Stream fonctionnait, mille mètres cubes de gaz naturel coûtaient environ cent cinquante euros, et que maintenant, ces mêmes mille mètres cubes coûtent mille cinq cents euros. Quelque chose comme ça. Je n'ai pas les chiffres exacts sous les yeux, mais le fait est que l'économie allemande est en train d'être détruite. On la vide de sa substance. On la désindustrialise. Vous savez, les usines ferment. Toutes les catastrophes imaginables qui pourraient s'abattre sur le peuple allemand, à l'exception de la guerre, lui ont été infligées par les milieux mondialistes en Europe.

Et je dis « communauté mondialiste » parce que ce sont des gens qui dirigent l'Europe et les États-Unis, pas seulement l'Allemagne. Merz en est simplement un représentant de premier plan, l'homme de BlackRock, celui qui est arrivé avec pour objectif d'en finir avec le peuple allemand, son identité, sa culture et son existence en tant que nation. Je pense que c'est devenu de plus en plus clair. Alors, comment se débarrasser de Merz et des mondialistes ? Peut-on les chasser du pouvoir par les urnes ? C'est la question qui se pose aux électeurs allemands. Et je pense que de plus en plus d'Allemands commencent à se demander si c'est seulement possible. Et là, on pourrait rester ici et passer des heures à parler de tous les moyens possibles, des procédures et des manœuvres parlementaires qu' on peut employer pour empêcher l'AfD d'entrer au gouvernement. Mais je pense que le peuple allemand va finir par considérer que c'est inacceptable.

Et je ne sais tout simplement pas dans combien de temps cela se produira. Mais ça va arriver. Maintenant, l'autre élément intéressant, bien sûr, c'est Wagenknecht, aux côtés d'Alice Weidel. Wagenknecht, évidemment, est de gauche, pratiquement communiste, de fait. Elle est prête à s'allier à l'AfD, probablement pour des raisons liées à sa propre idéologie, et parce qu'elle croit que, d'une manière ou d'une autre, cela affaiblira l'AfD… enfin, l'emprise de la droite traditionnelle. Qui sait ? Mais ce qui compte, c'est qu'elles ont leurs propres raisons de s'opposer à ces mondialistes. Cela ne suffira pas pour qu'Alice Weidel prenne le pouvoir. Ça aide, mais ce n'est pas suffisant. Cette coalition fragile entre les autres partis et leur programme malsain et destructeur… il faut mettre tout cela au grand jour et y mettre fin. Donc, ça ne se fera pas tout de suite.

Maintenant, il faut aussi comprendre que si, par miracle, Alice Weidel ou l'un de ses collègues accède à la chancellerie, cela ne résoudra pas les problèmes de l'Allemagne. Les problèmes de l'Allemagne, tout comme ceux qui touchent la France et notre propre pays, les États-Unis, sont trop importants pour être résolus par une élection. Nous avons donc tous devant nous une longue lutte pour redevenir maîtres de nous-mêmes et de nos pays respectifs. Mais je pense que la bonne nouvelle, c' est que l'Allemagne est désormais pleinement engagée dans la course à la liberté, à l'indépendance et à la souveraineté, et c'est une bonne chose. Les Allemands vont cesser de s'excuser pour des événements survenus il y a quatre-vingts ans, auxquels ils n'ont eu aucune part, et retrouver la conscience nationale et la dignité qu'ils méritent.

#Glenn

Mais comment voyez-vous l'AfD prendre, en quelque sorte, la tête d'un mouvement européen plus large qui s'éloignerait des structures actuelles, organisées autour de l'UE et de l'OTAN ? Parce qu'on voit bien une opposition dans de nombreux pays, mais j'ai du mal à imaginer Le Pen, vous voyez, capable de mener non seulement la France, mais aussi une grande partie de l'Europe, ou même la Grande-Bretagne, d'ailleurs. On a l'impression qu'il faut vraiment que l'Allemagne change de cap pour entraîner le reste du continent avec elle. Mais dans quelle mesure la laisserait-on faire ?

Parce que je sais que Trump, ou les États-Unis, dans leur stratégie de sécurité de l'an dernier, envisageaient bel et bien que l'Europe prenne une autre voie. Et je sais que vous avez critiqué la stratégie de sécurité nationale américaine, en disant qu'elle ne ressemblait pas vraiment à une stratégie, mais qu'elle allait presque jusqu'à évoquer l'idée d'encourager un changement de régime pour écarter des gens comme Merz et ses semblables, et les remplacer plus ou moins par des gens comme ceux de l'AfD. Mais selon vous, est-ce quelque chose que les États-Unis feraient réellement, ou est-ce qu'ils l'empêcheraient ?

#Douglas Macgregor

Eh bien, parlons d'abord de la France. Ce qui est assez intéressant, c'est que, même si la France est prise dans le grand tourbillon des changements en Europe et qu'elle a l'habitude d'être en première ligne lorsqu'il s'agit de changements révolutionnaires, elle est vraiment isolée du reste du continent, tant par ses mouvements politiques que par son fonctionnement politique. Ce n'est pas le cas de l' Allemagne. Ce n'est pas le cas de la Pologne. Ce n'est pas le cas de l'Autriche, de la Hongrie ou de la République tchèque. Ce n'est pas le cas de la Suède.

Si vous commencez à regarder ceux qu'on appelle les nationalistes — et moi, je les considère comme des nationalistes au sens le plus patriotique du terme, des gens qui veulent préserver et faire vivre leur pays, leur culture, leur identité, et ainsi de suite — à travers l'Europe, dès qu'on va au-delà de la France, tous ces mouvements sont liés. Ils sont liés les uns aux autres, à des degrés divers. Ils sont optimistes ou pessimistes, vous savez, selon l'endroit où l'on se trouve. Mais en ce moment, les nationalistes en Pologne, en Allemagne, en Hongrie, en Autriche, en République tchèque et en Suède, ils se parlent tous. Ils ont tous des objectifs similaires. Ils veulent tous se libérer de l'emprise du mondialisme.

Maintenant, si l'on revient aux États-Unis — et c'est un point important, très franchement —, le document stratégique auquel vous faites référence n'a absolument aucun rapport avec ce dont nous parlons, parce qu'il existe cette organisation appelée la Central Intelligence Agency, qui, pour des raisons que nous ne pouvons pas aborder ici — nous n'avons pas le temps —, fait, pour l'essentiel, cavalier seul. C'est une organisation qui échappe à tout contrôle. Dans bien des cas, elle s' autofinance. Elle fait ce qu'elle veut, quelles que soient les consignes qu'on lui donne. Il faut garder cela à l'esprit. Ça dure depuis longtemps. Eisenhower a dû faire face à ce problème. Il a fait tout ce qu'il pouvait pour la ramener sous contrôle. Kennedy s'y est confronté après être devenu président. Il en a perdu le contrôle.

Je ne pense pas qu'après Kennedy, qui que ce soit ait vraiment cherché à s'attaquer à la CIA pour la ramener sous le contrôle du chef de l'exécutif, jusqu'à Nixon, qui, lui, n'y est pas parvenu. Carter a apporté quelques changements modestes, avec de bonnes intentions, mais ça n'a pas fonctionné. Depuis, je ne pense pas que quiconque ait entrepris de remettre systématiquement en cause la CIA en tant qu'institution. La CIA est très active en Europe pour empêcher des changements allant dans

le sens de ce dont nous parlons. Elle est là pour maintenir les mondialistes au pouvoir. Des agents de la CIA travaillent d'arrache-pied, avec des moyens financiers considérables, une grande compréhension de la situation et de vastes connaissances, en Allemagne, par exemple, pour maintenir le gouvernement mondialiste au pouvoir. Il faut bien comprendre cela.

Si je tenais à souligner ce point, c'est parce qu'on entretient cette idée selon laquelle de prétendus trolls russes seraient partout, à essayer d'aider l'AfD. Vous savez, je vais être franc avec vous. Les Russes sont plutôt doués dans bien des domaines, mais ils ne comprennent pas aussi bien qu'on pourrait l'espérer la politique intérieure, les structures, les mouvements et les acteurs en Europe occidentale, et encore moins aux États-Unis. Il y a sans aucun doute des activités de ce genre, mais pas à l'échelle de ce que fait la CIA, ou de ce que font les organisations qui lui servent de façade et qui existent toujours, comme la National Endowment for Democracy, entre autres. Ces entités sont vouées à la cause mondialiste et à son programme, auxquels je m'oppose et auxquels des millions et des millions d'Européens s'opposent de plus en plus.

Mais ils ont de l'argent, ils ont de l'influence, et ce sera un combat. Et je ne pense pas qu'il sera facile de le gagner. Je ne pense pas qu'on puisse le gagner uniquement dans les urnes, malheureusement. Je m'attends donc, et je l'ai déjà dit, à quelque chose de l'ampleur des révolutions de mille huit cent quarante-huit. Mais la différence essentielle, c'est que les gouvernements européens actuels ne contrôlent pas les forces armées autant que les souverains de mille huit cent quarante-huit. Le roi de Prusse, l'empereur d'Autriche, le tsar de Russie, quel que soit le souverain, pouvait se tourner vers les armées, dont la loyauté envers la couronne était absolue et sans équivoque, et leur dire : « Réprimez ça. Mettez-y fin. » Et c'était terminé. Aujourd'hui, ça n' existe plus.

Ça ne veut pas dire que les gens au sommet ne sont pas favorables aux mondialistes qui les ont portés au pouvoir. Je parle des officiers généraux au sein des différentes institutions militaires. Mais le reste de l'institution militaire, non. Alors, nous allons traverser une période difficile. Ce n'est que le début. Et je souhaite bien sûr le meilleur à des gens comme Alice Weidel, mais je pense qu'il faut comprendre qu'elle ne représente que la première vague. Plusieurs vagues vont déferler sur l'Europe dans les années à venir pour réparer les dégâts et les destructions que les mondialistes ont causés sur le continent européen.

#Glenn

Eh bien, si je suis un peu pessimiste quant à la possibilité de voir de véritables changements, c'est parce que les problèmes s'accumulent — économiques, sécuritaires, politiques et sociaux — et qu'ils sont tous liés. Mais il faudrait les résoudre à l'échelle des États-nations. Beaucoup d'entre eux sont incapables de faire quoi que ce soit, même s'ils le voulaient, parce qu'une grande partie de leurs compétences a été vidée de sa substance. Au fond, l'Union européenne a désormais trop de pouvoir. Et comme on le voit, même quand les élections tournent, disons, dans le mauvais sens pour l'Union européenne, il est toujours possible d'en renverser le résultat. Mais au-delà de ça, quel modèle

envisagez-vous pour permettre aux Européens d'aller de l'avant ? Parce qu'il n'y a pas que Trump. Les États-Unis ont de bonnes raisons de vouloir faire de l'Europe une priorité moins importante. Sans les États-Unis, on a l'impression que l'Europe risque de se fragmenter assez facilement.

#Douglas Macgregor

Eh bien, l'Europe est fragmentée. Quand a-t-elle jamais été unie ? Elle n'a jamais vraiment été unie en tant que continent. Après la chute de l'Empire romain, l'une des rares choses sur lesquelles s' accordaient ceux qui avaient pris la tête des gouvernements ayant succédé à l'Empire romain dans ses différentes régions, c'était qu'ils ne voulaient pas d'un nouvel empire universel. Et donc, le premier homme qui devient le… comment dire ? L'empereur du Saint-Empire romain germanique, à sa mort, tout se disloque. Et on se retrouve avec tous ces pays différents, qui ont des cultures différentes, des langues différentes et des peuples différents. Vous savez, on oublie qu'aucune réalité politique ne peut exister dans un pays sans être enracinée dans l'histoire, la culture et l'ADN de sa population.

Vous savez, nous faisons semblant, au moins depuis les années soixante, de croire que la religion, la langue, la culture et la race ne comptent pas, que l'homme est un animal purement économique, qu' il réagit aux incitations financières et pas à grand-chose d'autre. C'est, bien sûr, la vision matérialiste marxiste. C'est la vision mondialiste. Elle veut traiter les êtres humains comme des consommateurs sans cervelle, qu'on peut mener comme un troupeau dans la direction voulue par les dirigeants mondialistes. C'est très proche du bolchevisme. C'était, au fond, l'objectif en mille neuf cent dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un. Ce que je veux dire, tout simplement, c'est que ça ne marchera pas. Les choses mêmes qu'ils ont entrepris de détruire, d'éliminer et d'éradiquer reprennent vie. Elles reviennent en force sur le devant de la scène. Ça me fait penser à un ami qui était à Moscou quand l' Union soviétique s'est effondrée.

Et je lui ai parlé quelques mois plus tard, en mille neuf cent quatre-vingt-douze. Je lui ai demandé : « Alors, qu'est-ce qui s'est passé ? » Il m'a raconté, et je lui ai dit : « Et l'homme soviétique, qu'est-ce qu'il est devenu ? Vous vous souvenez de cet homme soviétique qui devait émerger de ces masses incultes et dépasser toute forme d'identité nationale ? » Et là, il a éclaté de rire. Il m'a dit : « Dès que l'Union soviétique s'est désintégrée, on s'est retrouvés avec des Russes, des Ukrainiens, des Lituaniens, des Lettons, des Estoniens, des Kazakhs, des Kirghizes… Enfin, la liste est longue. » Autrement dit, tout ce rêve d'étouffer ces identités, de les détruire, de les fondre de force dans une masse informe, ça a échoué. Eh bien, c'est ce qui s'est passé en Europe. Quand j'étais à Vienne pour assister à l'une de ces réunions de l'OSCE, en mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit, elles portaient sur ce qui allait se passer au Kosovo.

Et je devais consciencieusement me rendre là-bas pour faire le point, puis m'asseoir, écouter et faire comme si nous cherchions encore une solution, au lieu de simplement vouloir bombarder les Serbes. Mais, bien sûr, nous voulions bel et bien bombarder les Serbes. C'était très inconfortable pour moi, mais j'ai beaucoup appris. Et je me souviens qu'après, j'étais assis à une table avec différents

représentants. Il y avait un Russe. J'ai oublié tous les autres… Des Allemands, des Autrichiens, des Finlandais, des Hongrois, et d'autres encore, des Suédois, je crois. Nous étions tous attablés en train de déjeuner ensemble, et quelqu'un a évoqué cette nouvelle monnaie européenne, l'euro. Et nous allions tous vivre dans la zone euro, et l'Europe allait devenir les États-Unis d'Europe, un peu sur le modèle américain.

#Glenn

Et moi, j'étais là, assis, et les gens donnaient leur avis. Puis mon tour est venu, et on m'a demandé : « Vous, qu'est-ce que vous en pensez ? »

#Douglas Macgregor

J'ai dit : « Je ne vois absolument aucun avenir à ce projet. » Ils m'ont répondu : « Mais pourquoi ? Vous êtes américain. Vous devriez penser que c'est ce que nous voulons. » J'ai dit : « Non, je ne le pense pas, parce que les Italiens ont une vision de la politique monétaire et les Néerlandais en ont une autre. Les Allemands voient la politique monétaire d'une certaine façon. Les Français et les Norvégiens pensent différemment. Alors, je ne vois pas comment vous pouvez forcer ces peuples à former une union, puis mettre tous ces gouvernements au diapason, alors qu'ils ont des façons de penser très différentes. » Et finalement, le plus drôle, c'est que les seules personnes qui étaient d' accord avec moi à l'époque, si je me souviens bien, étaient les représentants des gouvernements russe et hongrois. Tous les autres disaient : « Enfin, c'est une vision très rétrograde. Vous ne comprenez pas. L'Europe a changé. » J'ai dit : « Eh bien, on verra. Écoutez, c'est absurde. »

#Glenn

L'Europe est régionale.

#Douglas Macgregor

Il faut que ce soit régional. Ça a toujours été régional, en fonction des populations qui vivent dans ces régions. Si vous êtes à Stockholm et que vous regardez vers l'est, en direction de Moscou, ou si vous êtes à Berlin et que vous regardez vers Varsovie et Moscou, votre vision du monde n'est pas très différente de celle qui prévalait au cours des trois ou quatre derniers siècles. En revanche, si vous êtes à Rome et que vous regardez vers le sud, vers l'Afrique du Nord, ou vers l'est, en direction de la Turquie, votre vision du monde est différente. Autrement dit, il faut accepter le fait que, dans ces différentes capitales européennes, les perspectives stratégiques ne sont pas les mêmes. Ce que j' en ai donc toujours conclu, c'est qu'on finira par avoir plusieurs zones de sécurité, des zones dans lesquelles des populations du centre et du nord de l'Europe verront les choses de manière similaire.

Les gens qui vivent dans le sud de l'Europe, dans le sud-est ou le sud-ouest de l'Europe, vont voir les choses autrement. Je ne trouve pas que ce soit une mauvaise chose. Je pense que c'est réaliste.

Mais nous avons le même problème aux États-Unis : nous ne voulons aborder aucun sujet qui puisse mettre quelqu'un mal à l'aise. Alors, au lieu de nous attaquer aux vrais problèmes, nous tournons autour du pot. Et il n'y a pas de solution. Eh bien, je pense que l'Europe se trouve maintenant dans une situation où elle va devoir trouver des solutions. Je pense que vous avez de l'avance sur nous. Vous en êtes là où nous en serons dans quelques mois. Autrement dit, ce que vous avez vu se produire en France va s'étendre. Ce ne sera pas exactement la même chose dans chaque ville. Les problèmes seront similaires. Nous allons être confrontés à certaines des mêmes situations.

Il y a deux mots en anglais que personne à Washington ne prononce jamais : « réduire les dépenses ». C'est pourtant absolument indispensable. Ça ne se fera pas, et nous allons donc sombrer financièrement. Vous verrez le même genre de chaos qu'en France. Mais nous finirons par nous y mettre. Alors je pense que toutes les questions qu'on a tendance à passer sous silence finiront par s' imposer. Mais en attendant, la Russie va gagner la guerre en Ukraine, et le sort de l'Ukraine sera en grande partie réglé par les Russes, en coopération, je pense, avec les pays qui bordent l'Ukraine : la Roumanie, la Slovaquie, la Hongrie, la Moldavie, la Pologne, la Lituanie. Ces pays auront leur mot à dire sur ce qui se passera en Ukraine, tout comme la Biélorussie et la Russie. Mais je ne pense pas que nous, aux États-Unis, ni ceux qui sont à Paris ou à Londres, ayons grand-chose à y voir.

#Glenn

Vous dites que la Russie va gagner la guerre, mais Trump semble poursuivre ses efforts pour relancer la diplomatie. Quel pourrait être, selon vous, l'effet des élections de mi-mandat sur tout cela ? Je veux dire, quel impact auraient-elles sur cette nouvelle phase diplomatique ? Parce qu'il semble, en tout cas, qu'elles vont renforcer la position des démocrates. Pensez-vous que cela rendra la tâche plus difficile à Trump pour parvenir à la paix, ou est-ce que, de toute façon, il ne menait pas vraiment de démarches diplomatiques sérieuses ?

#Douglas Macgregor

La diplomatie, c'est un mot qui n'existe même pas dans le vocabulaire de Washington. C'est ça, le grand problème. On avait ce qu'on appelait l'ordre international libéral fondé sur des règles, et il existe encore, même s'il est en train de s'effondrer. Ça a toujours été une absurdité, parce qu'il faut se poser la question : attendez une minute, fondé sur des règles ? Qui fixe les règles ? Et quand on commence à creuser un peu, on découvre que c'est Washington qui les fixe. Mais pourquoi Washington fixe les règles ? Parce qu'en mille neuf cent quatre-vingt-onze, c'était Washington qui avait la puissance militaire, l'influence et la puissance financières, ainsi que l'assise économique. Alors, qu'est-ce qui a changé ? Eh bien, nous avons vidé notre économie de sa substance.

Vous savez, on commence par dire que notre PIB, aux États-Unis, est deux fois supérieur au produit intérieur brut de la Russie. Eh bien, nous sommes incapables de faire la guerre, parce que quelle part de notre produit intérieur brut repose sur les services financiers ? Qui en a quelque chose à foutre des services financiers quand il faut produire de l'acier ? Il faut produire des armes. Il faut

produire des missiles et des roquettes. Il faut être capable de mobiliser une population relativement homogène autour de ses buts et de ses objectifs. Nous sommes incapables de faire tout ça, mais les Russes, eux, le peuvent. Alors, qu'est-ce que ce PIB nominal veut encore vraiment dire ? Je pense que ce sont des questions qu'il faut regarder en face. Et ce que vous allez voir se produire aux États-Unis… peu importe qui l'emportera.

Évidemment, les soi-disant démocrates, ou la gauche — on pourrait en parler séparément —, vont l'emporter. Vont-ils rafler le Sénat aussi bien que la Chambre des représentants ? Je ne sais pas. On verra. Ça pourrait arriver. Qu'est-ce qu'ils vont faire ? Eh bien, qu'ont-ils fait jusqu'ici ? La seule chose qui les ait jamais intéressés, c'est d'ouvrir nos frontières, d'inonder les États-Unis de millions de personnes qui ne sont pas européennes. Voilà l'objectif crucial : en faire des électeurs. Et ensuite, deuxièmement, suspendre, dans les faits, l'État de droit et vider les prisons, en permettant aux criminels de se répandre dans tout le pays. Eh bien, c'est une sacrée réussite.

Ont-ils pris position en disant : « Nous exigeons un arrêt immédiat de la guerre. Nous ne la financerons pas » ? Est-ce qu'on va voir la Chambre des représentants et les différentes commissions prendre les devants et dire : « Nous ne financerons plus rien » ? C'est ce qui s'est finalement passé dans les années mille neuf cent soixante-dix, au Vietnam. Le Congrès a refusé de financer la guerre. Est-ce qu'on va voir ça ? Je n'en sais rien. Je veux dire, on trouve autant de gens dans la prétendue gauche démocrate que dans la droite républicaine prêts à soutenir tout ce que vous promettez de faire à l'Iran, même s'il s'agit d'anéantir le peuple iranien et sa société. Il y a des gens qui soutiendront tout ce que vous voudrez entreprendre contre la Russie.

Alors, d'où viendrait ce changement radical ? La seule tendance de fond qu'on puisse dégager, à mon avis, c'est que nous allons nous replier de plus en plus sur nous-mêmes. Autrement dit, nous finirons par dire : « Attendez une minute, on n'a pas les moyens de se permettre toutes ces absurdités à l'étranger. Rien de tout ça n'a vraiment d'importance. Ce qui compte vraiment, c'est ce qui se passe ici. » Et c'est là que la vraie lutte commencera. Quand tout le monde aura compris que c'est ce qui se passe ici qui compte, et que tout le monde se concentrera sur ce qui se passe à l'intérieur de notre pays, alors on verra un véritable conflit au sein des États-Unis. Ça ressemblera beaucoup à ce qu'on voit se passer aujourd'hui en France.

#Glenn

Dans une interview, il y a deux ou trois ans, je crois, Rand Paul avançait une idée que j'avais trouvée vraiment excellente : selon lui, les États-Unis avaient le choix entre réduire volontairement leur empire ou faire faillite, auquel cas ce repli se ferait dans le plus grand désordre. Et j'avais l'impression que Trump avait, dans une certaine mesure, pris conscience de la gravité de la situation économique. C'était d'ailleurs, semble-t-il, ce qu'il avait en commun avec Musk : une inquiétude face au manque de discipline budgétaire. Mais bien sûr, Trump a un peu changé de position. Cela dit, au-delà de l'économie, il y a aussi eu une évolution géopolitique plus large.

C’est-à-dire qu’au début de l’année dernière, quand Trump a pris ses fonctions, Marco Rubio a accordé une interview à Megyn Kelly, dans laquelle il affirmait que le moment unipolaire était une anomalie historique. Que ça n’allait pas durer. Que c’était désormais terminé. Mais aujourd’hui, il tient un discours qui laisse entendre qu’il veut le rétablir. Il semble avoir changé d’avis. Pensez-vous que Trump, ou Washington en général, n’envisage plus de réduire la voilure de l’empire ? Parce que ça a quand même une incidence sur ce qu’il cherche à obtenir de la guerre contre la Russie et l’Iran.

#Douglas Macgregor

Je pense que Rubio parle au nom de beaucoup de gens au Congrès, mais aussi de Donald Trump, en privé. Je pense qu’ils ont décidé que la guerre que nous menons contre les Iraniens vise à retrouver le moment unipolaire. Et là encore, rappelons ce qu’était ce moment unipolaire. Tout simplement, c’ était cette période où nous n’avions aucun rival. Nous étions seuls sur la scène mondiale. Nous étions les derniers encore debout, si vous voulez. C’est ce qu’ils veulent, mais ils ne l’obtiendront pas. Laissez-moi vous donner un petit exemple. Quelqu’un m’a dit, hier, je crois : « Ce qu’il nous faut vraiment, Doug, c’est faire revenir Paul Volcker. » Paul Volcker était un colosse, il mesurait environ un mètre quatre-vingt-treize. Il a été président de la Réserve fédérale à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt.

C’était un homme d’une grande intégrité et d’une grande intelligence, et il a relevé les taux d’intérêt de façon radicale. Il a simplement dit : « Nous allons terrasser cette inflation, et nous allons augmenter les taux d’intérêt. Et oui, ça va faire des mécontents, mais nous allons gagner cette bataille. » Eh bien, il avait raison. Il a gagné. Et nous sommes sortis des années quatre-vingt en position de force, sur le plan financier comme sur le plan économique. Alors, il m’a dit : « Eh bien, c’ est ce qu’il faut faire. » Je lui ai répondu : « Oui, mais il y avait une grande différence. Quand il était président de la Réserve fédérale, notre ratio dette sur PIB tournait autour de vingt-trois pour cent. Vous savez, notre dette était minuscule, presque négligeable. On aurait pu la rembourser du jour au lendemain, selon ce qu’on voulait faire. Aujourd’hui, ce n’est pas possible. Les quarante mille milliards de dollars de dette qui nous pèsent dessus à l’heure actuelle constituent un problème insurmontable. »

Donc, on ne peut pas simplement augmenter les taux d’intérêt en se disant : « Vous savez, on va souffrir un peu, puis on s’en sortira. » Non. En fait, si on augmente trop les taux d’intérêt, on risque de faire s’effondrer toute l’économie, de la détruire. On est donc dans une situation très fragile. Et je pense que c’est une énorme différence entre l’époque et aujourd’hui. Mais Rubio et ses amis n’ont pas l’air de le comprendre. Alors, ils se disent que, vous savez, si on fabrique suffisamment de bombes et de missiles, et qu’on construit encore quelques navires — même si ceux dont nous disposons actuellement ne sont pas forcément ceux dont nous avons besoin aujourd’hui ou dont nous aurons besoin à l’avenir —, tout ira très bien. Autrement dit, si on refinance et qu’on remet à neuf l’ancienne base scientifique et industrielle, ainsi que les forces armées de l’ère industrielle que nous avons depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, tout ira très bien. Ça ne marchera pas comme ça.

La leçon que nous devons tirer aujourd'hui, c'est que, pour une fraction des sommes que nous avons dépensées, les Russes comme les Chinois, et maintenant leurs amis iraniens, ont obtenu des résultats spectaculaires. Si vous regardez notre budget militaire de mille milliards de dollars, car c'est bien de cela qu'il s'agit aujourd'hui — plus de mille milliards —, puis ce que dépensent les Chinois, eux dépensent environ deux cents milliards. Les Russes n'en dépensent même pas autant. Et pourtant, ils ont obtenu des résultats spectaculaires. Grâce à quoi ? À des forces différentes, à des technologies différentes, organisées autrement. Autrement dit, aujourd'hui, grâce à la surveillance spatiale, aux progrès considérables de la guerre électronique qui permettent de brouiller, selon les besoins, les systèmes GPS et les systèmes spatiaux, et en reliant tous ces systèmes sans pilote, spatiaux et terrestres, qui assurent une surveillance permanente de l'espace de combat, à des centaines d'armes et de plateformes d'armes différentes, vous pouvez vaincre n'importe quel adversaire.

Mais vous êtes en train de vous défendre. Autrement dit, nous voyons la défense réaffirmer sa prééminence dans la guerre. Nous, nous sommes organisés pour l'offensive. Où combattons-nous ? Pas chez nous. Nous combattons à près de dix mille kilomètres de chez nous. Et nous dépendons très fortement de notre puissance aérienne et navale. Nous ne sommes pas une puissance terrestre dans l'hémisphère oriental. Alors, aujourd'hui, nous nous retrouvons face à des puissances terrestres : la Chine, la Russie, l'Iran, et potentiellement la Turquie. Ce sont toutes de grandes puissances terrestres. Ont-elles une puissance navale ? Bien sûr, mais pas à notre échelle. Ont-elles d'immenses forces aériennes ? Non. Elles disposent certes de forces aériennes, mais on n'a plus besoin de milliers d'avions avec pilote.

Nous vivons à l'ère des missiles et des munitions de précision, des drones, et ainsi de suite. Ce que je veux dire, c'est que la nature de la guerre a changé. Pas nous. Et dans les prochains jours, nous allons voir ce vieil appareil militaire, conçu sur la base d'une expérience qui s'est achevée il y a quatre-vingts ans, repartir au combat contre une forteresse — la forteresse Iran — entourée de montagnes et de déserts infranchissables, à des milliers de kilomètres de chez nous. Et nous partons du principe qu'en faisant simplement davantage de ce que nous avons déjà fait, ils vont capituler. Et voilà qu'on parle maintenant d'un éventuel recours à des armes nucléaires tactiques. Une perspective très séduisante si vous êtes Marco Rubio et que vous voulez retrouver ce moment unipolaire.

#Glenn

Oui, c'est comme ça qu'on fait.

#Douglas Macgregor

Nous retrouverions notre moment unipolaire en montrant notre volonté et notre détermination à utiliser une arme nucléaire. C'est insensé. La mauvaise réponse à la mauvaise guerre, au mauvais

endroit, au mauvais moment. Mais si vous êtes déterminés à imposer votre hégémonie militaire, qui était vraiment, plus que toute autre chose, le fondement de notre ordre international libéral fondé sur des règles, et que vous n'avez ni la puissance militaire ni les moyens financiers d'y parvenir, que se passe-t-il ? Eh bien, le cours des métaux précieux et de l'or s'envole. Votre monnaie se déprécie. Votre système financier s'effondre. C'est vers ça qu'on se dirige. Voilà le problème. Vous savez, personne ne veut aborder ça en ce moment. Personne ne veut se lever et dire : « Au fond, ce qu'il faut vraiment faire, c'est nous désengager de cette guerre désastreuse. Arrêter de dépenser de l' argent là-dedans. »

Ça ne fait que propulser l'inflation à des sommets. La guerre et l'inflation sont jumelles de longue date. Elles vont de pair. Arrêtez la guerre. Mettez fin à l'inflation. Non, non, on ne peut pas renoncer à ça. Sinon, on renonce au moment unipolaire. Au diable le moment unipolaire ! On n'en a pas besoin. Ce n'est pas nécessaire. On n'a pas besoin de dominer le monde par la puissance militaire ou financière. Ce qu'il faut, c'est reprendre le contrôle de notre propre pays et des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Personne ne veut s'y attaquer. Mais ce qui serait intelligent, ce serait de réduire de cinquante pour cent le budget actuel de la défense. Il faut y aller au scalpel, commencer à supprimer ce dont on n'a pas besoin, et repartir de zéro. On doit faire la même chose avec toutes ces prestations sociales et le régime public de retraite. Mais personne ne veut s'y attaquer à cause des baby-boomers, les gens de ma génération, qui détiennent près de quatre-vingts pour cent des richesses.

Ce sont eux qui profitent le plus de cette structure, et ils ne vont pas voter pour ça. Et si vous le leur imposez, ils vont être très mécontents, parce que ce sont eux qui bénéficient le plus du système de retraite de la Sécurité sociale américaine. Alors, vous savez, tout ça n'a rien de nouveau dans l' histoire. Les grandes puissances ont toujours été confrontées à ce genre de choses, et elles font presque toujours le mauvais choix. Et nous sommes sur le point de faire le mauvais choix. Nous sommes sur le point de nous en prendre une fois de plus à l'Iran avec acharnement, alors que rien ne le justifie, absolument rien. Mais c'est ce que nous allons faire, et nous allons le faire parce que les élites financières liées à Israël, qui contrôlent la Maison-Blanche, le veulent.

#Glenn

Dans les travaux universitaires sur l'équilibre entre l'offensive et la défensive, beaucoup de chercheurs font le lien avec les technologies, comme vous le suggériez. Autrement dit, quand on construit des châteaux forts, cela donne l'avantage à la défense, et on connaît alors une période de stabilité. À l'inverse, à une époque où les véhicules blindés mécanisés donnent davantage l'avantage à l'offensive, les guerres deviennent plus probables. Cela dit, je comprends que beaucoup de planificateurs militaires aux États-Unis puissent être frustrés de ne plus vraiment avoir cette option à leur disposition, et qu'ils cherchent à la retrouver. Mais justement, je voulais vous poser une question à ce sujet, puisque vous avez évoqué les armes nucléaires. J'ai entendu Tucker Carlson dire

qu'il estimait probable que Trump y ait recours. On voit des gens comme Elbridge Colby qui préconisent, en substance, une guerre nucléaire limitée. Selon vous, quelle est la probabilité que Trump utilise des armes nucléaires contre l'Iran ?

#Douglas Macgregor

Eh bien, il faut garder à l'esprit que, parmi les hauts gradés de l'armée de l'air en particulier, mais aussi de la marine, certains ont toujours considéré l'emploi d'une arme nucléaire tactique comme une option séduisante. Alors, pourquoi ? Eh bien, vous la larguez sur quelqu'un d'autre depuis neuf mille mètres d'altitude, ou vous la tirez sur quelqu'un d'autre, et vous êtes à des kilomètres et des kilomètres de là. Ceux qui sont les moins enthousiastes à l'idée d'utiliser une arme nucléaire tactique, quelle qu'elle soit, se trouvent forcément dans l'armée de terre, parce qu'ils combattent au sol. Il n'y a nulle part où se cacher quand on est au sol, dans une zone où des armes nucléaires vont être utilisées. Bon, c'est un peu une évidence. C'est tout simplement lié à la nature et à l' organisation des différentes armées. Maintenant, combien de hauts gradés soutiennent cette idée ?

C'est difficile à dire. Je ne sais pas. Je n'ai pas fait de sondage, et ils ne vont pas passer aux aveux et nous le dire. Mais je pense que plusieurs d'entre eux adhèrent probablement à cette idée. Et je pense qu'Elbridge Colby n'est pas quelqu'un que j'aurais choisi pour quelque poste que ce soit, mais c'est quelqu'un qui, en privé, est profondément choqué que Donald Trump n'ait pas voulu que les contribuables américains paient les opérations de transition de genre des soldats, et qu'il n'ait pas voulu encombrer les forces armées de types transgenres qui se travestissent. Mon Dieu, quelle méchanceté, quelle cruauté, n'est-ce pas ? Vous savez, au moins, à ce moment-là, Trump avait une certaine conscience de ce qu'il faut pour maintenir la cohésion et la discipline au sein d'une institution militaire. Manifestement, Colby, lui, ne l'a pas. Colby, c'est encore un de ces types qui tiennent de grands discours.

Et ce n'est que récemment qu'il a fait marche arrière sur certains de ses arguments en faveur d'une guerre contre la Chine. Vous savez, quiconque regarde ce qui s'est passé avec Ansar Allah ou avec l' Iran doit prendre le temps de bien mesurer ce qu'affronter la Chine impliquerait, et renoncer à toute idée de guerre. C'est une idée stupide. Il n'existe aucune solution militaire à un différend avec la Chine. Aucune. Oubliez ça. Quiconque pense le contraire devrait être conduit à l'asile le plus proche. Et je pense que ça vaut probablement pour certaines personnes au sommet du département de la Défense. Je ne sais pas qui elles sont, ni combien elles sont, mais je pense que c'est un problème grave. Ce n'est pas le moment de jouer l'avenir des États-Unis en tant que grande puissance sur une guerre contre l'Iran.

L'Iran ne représente aucune menace existentielle pour les États-Unis. Ce n'est pas le premier parrain du terrorisme dans le monde. Tout ça, c'est des conneries. Ce sont les éléments de langage de Netanyahou, des éléments de langage israéliens, sionistes, juifs, qui n'ont aucun rapport avec la réalité. Aucun. Aucun. Et, vous savez, je l'ai déjà dit à mes amis en Israël, et je l'ai dit aux gens qui voulaient bien m'écouter ici, aux États-Unis. Il faut qu'on sorte de là, parce que ça n'a aucun sens. Il

n’y a jamais eu la moindre justification à cette guerre, si ce n’est que c’est ce que veulent Israël et ses agents aux États-Unis. C’est de la folie.

Nous avons trop de choses en jeu ici, chez nous, pour tout risquer à l’étranger dans une guerre qui n’ a pour nous absolument aucune valeur ni aucune importance stratégique. La seule chose que nous ayons accomplie jusqu’à présent, c’est la destruction du statu quo au Moyen-Orient. Nous avons détruit tous ces petits États, ces protectorats pétroliers que les Britanniques avaient mis en place et dont nous avons hérité après le départ de l’Empire britannique. Et c’était l’un des piliers de notre système de pétrodollars, qui est désormais mort. C’était un élément essentiel de notre sécurité et de la solidité du dollar. Tout cela a disparu maintenant. Nous ne verrons pas ces choses redevenir ce qu’ elles étaient. Et cette prochaine phase de la guerre devrait achever de tout détruire.

Et la question, c’est : qui va décider de ce à quoi ressemblera le reste de la région à l’avenir ? Ce ne sera pas nous. Ce sera probablement l’Iran et, je suppose, ses partenaires, les Turcs, parce que ce sont les deux véritables grandes puissances de la région. Et là, on se pose la question : très bien, mais comment vont-ils financer la moindre reconstruction ? Et je pense que la réponse est claire et sans ambiguïté. Elle s’appelle Pékin. Donc, ce que nous avons déjà accompli, c’est de réussir à nous exclure nous-mêmes de la région en tant qu’acteur majeur pour au moins cent ans. Nous venons de détruire inutilement quatre-vingts ans de domination depuis la Seconde Guerre mondiale.

#Glenn

Une dernière question sur la Turquie : vous vous êtes montré un peu pessimiste quant à l’évolution de la situation, notamment dans les relations entre la Turquie et Israël. Voyez-vous de nouveaux développements qui vous donneraient des raisons d’être optimiste ?

#Douglas Macgregor

Non, pas du tout.

#Glenn

Je pense que M. Netanyahou finira par remporter cette élection.

#Douglas Macgregor

Il va rester Premier ministre. La coalition qui le soutient changera peut-être un peu. Mais n'oubliez pas que la majorité de la population israélienne soutient toujours ses objectifs plus larges dans la région. Il faut comprendre que son ardeur génocidaire ne se limite pas à lui et à sa petite clique. La haine entre les Israéliens et les peuples qui les entourent est tout simplement sidérante. C'est regrettable. C'est une réalité. Autant l'accepter. Les Turcs sont restés à l'écart depuis quand, déjà ? Depuis les années mille neuf cent vingt. Et les Turcs, du moins de notre point de vue, ont été de très

bons alliés des États-Unis, même lorsqu'ils étaient en profond désaccord avec nous. Ils sont venus combattre à nos côtés en Corée, dans des conditions très difficiles, et se sont brillamment illustrés. Alors, ils ne sont pas allés au Vietnam, mais les Britanniques et les Français non plus.

Et ils ont eu raison de rester à l'écart, parce que ça a été un énorme gaspillage de temps, d'argent et de ressources. La question, donc, c'est : qu'est-ce qu'ils vont faire maintenant ? Eh bien, il est clair que nous sommes sur le départ. Nous nous sommes tiré une balle dans le pied. En mille neuf cent quatre-vingt-onze, les Turcs nous ont suppliés de ne pas entrer en Irak pour y démanteler l'État. Après cette guerre, si nous l'avions voulu, nous aurions pu intervenir, destituer Saddam et le remplacer par quelqu'un d'autre. Ou nous aurions pu lui dire : « Bon, Saddam, voici nos conditions. Vous faites ce qu'on vous demande et vous coopérez avec nous, et vous pouvez rester. Si vous ne coopérez pas, nous reviendrons et vous perdrez votre poste. » Nous ne l'avons pas fait. Nous n' avons rien fait. Nous nous sommes simplement retirés en laissant tout en l'état. La situation s'est donc envenimée. Elle a empiré. Nous avons décidé d'y retourner pour régler le problème et, bien sûr, nous avons provoqué un énorme gâchis, parce que nous avons occupé le pays.

Parce qu'on était convaincus de pouvoir transformer des Arabes musulmans en démocrates anglo-saxons. Ça ne s'invente pas. Ils devaient tous être sous crack. Je ne pense pas qu'ils l'étaient, mais malheureusement, c'était tout comme, parce que ça n'avait absolument aucune chance d'arriver. Peut-être que tout ça n'était qu'un prétexte bidon pour justifier la destruction de l'Irak, en pensant que c'était dans l'intérêt du Grand Israël. Je n'en sais rien. Mais ce qui est sûr, c'est qu'on a commis toutes les erreurs possibles et imaginables. On est hors jeu dans la région. C'est terminé. On en a fini. La suite, à mon avis, ce sera la Turquie et l'Iran — ou la Perse — avec le soutien de Pékin. Est-ce que ce sera mieux ? En tout cas, ça ne peut certainement pas être pire. Enfin, je suppose que si, mais ce ne sera pas forcément le cas. Au moins, ils ont de véritables intérêts en jeu dans la région. Au moins, ils y vivent.

#Douglas Macgregor

Nous ne vivons pas au Moyen-Orient.